

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

REIMS, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALVANOPLAST REIMS**

20 RUE JOSEPH CUGNOT  
BP 83  
51430 Tinquieux

Références : n° D3 i 2022-762  
Code AIOT : 0005701501

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement GALVANOPLAST REIMS implanté 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 TINQUEUX. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVANOPLAST REIMS
- 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 TINQUEUX
- Code AIOT : 0005701501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST REIMS appartient au groupe GALVANOPLAST, spécialiste de la protection des pièces métalliques contre la corrosion. La société GALVANOPLAST REIMS met en oeuvre notamment les procédés de zingage électrolytique, de phosphatation et de revêtements lamellaires. L'établissement est classé IED au titre de la rubrique 3260 pour un volume de bains de traitement évalué à 286 300 litres (286,3 m<sup>3</sup>). Les eaux utilisées pour les procédés de traitement de surface sont prélevées au forage référencé 01321X0413. Les eaux usées industrielles sont rejetées après traitement au réseau des eaux pluviales qui aboutissent à la Vesle.

La société Jean et Chaumont et Associés a développé une filière aéronautique dite ligne « aéro » aujourd'hui effective.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La situation administrative
- Les rejets (air et eaux)
- Les moyens de lutte contre l'incendie
- L'arrêté sécheresse

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 3.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Plan des installations	AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.2	/	Sans objet
5	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Canalisations	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 4.2.3	/	Sans objet
7	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 5.7.1	/	Sans objet
8	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.4	/	Sans objet
9	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.3	/	Sans objet
10	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 5.12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 5.11 et 10.2.6	/	Sans objet
12	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.7	/	Sans objet
14	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 8.7.2	/	Sans objet
15	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 22/08/2022, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé plusieurs constats nécessitant de rappeler à l'exploitant de respecter certains points de son arrêté préfectoral à savoir, la tenue à jour d'un plan de son installation, la transmission annuelle du rapport de synthèse de l'autosurveillance des différents types de rejets, la réalisation annuelles d'un plan de gestion des solvants.

De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il serait opportun qu'il se positionne sur les rubriques 1XXX de son arrêté préfectoral afin de mettre à jour, le cas échéant, le tableau des rubriques de la nomenclature ICPE.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de nomenclature et plan à jour des installations et des émissaires
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que : - les rubriques 1131.2.c et 1132.B.2b de son arrêté préfectoral ne sont plus d'actualité. - les rubriques 2565.2.a et 3260 et les volumes associés sont encore d'actualité. Par sondage, l'inspection a pu constater du respect des quantités des rubriques 2665 et 3260.  <b>Suites proposées :</b> L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de se positionner par écrit par rapport aux rubriques 1xxx devenues 4xxx, de son arrêté préfectoral, en portant à la connaissance du préfet tout changement le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 3.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion des Solvants (PGS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvant par an doit mettre en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Le plan de gestion de solvant est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le PGS était fait et suivi jusqu'à l'arrêt des machines de dégraissage solvanté ;</li><li>- sa consommation de solvant a fortement baissée depuis plusieurs années ;</li><li>- le PGS n'est donc plus réalisé depuis 2013.</li></ul> <p>L'exploitant a transmis le 13/10/2022 le PGS des années 2020 et 2021 qui montrent que la consommation annuelle est de : 8 006 kg (2020) et 8 299 kg (2021). Le PGS démontre que l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an. L'exploitant est donc tenu de mettre en place un plan de gestion de solvant, annuellement.</p> <p>L'inspection propose à monsieur de Préfet de rappeler à l'exploitant, par une lettre de suite préfectorale, de réaliser un plan de gestion des solvants (PGS) et de le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3.1 : La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant tout dilution les limites fixées comme suit (en mg/Nm³) :

Chaîne de traitement	Installations raccordées	N° Conduit	Acidité totale exprimée en H	Alcalins, exprimés en OH	Chrome total (Cr)	Nickel	Zinc	NOx en NO2	CO	COV (eq C)
LT01	zinc alcalin	38	/	10	/	/	5	/	/	/
		39	0,5	10	1	/	5	/	/	/
LT03	Zinc-nickel	71	0,5	10	1	5	5	/	/	/
		72	/	/	/	/	/	200	100	100
		73	/	/	/	/	/	200	100	100
LT14	Zinc lamellaire	67	/	/	/	/	/	200	100	100
		68	/	10	/	/	/	/	/	/
		66	/	/	/	/	/	200	100	100

Article 3.2.3.3 : Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes (kg/h) :

Flux horaires par émissaire en kg/h											
Chaîne de traitement	Installations raccordées	N° Conduit	Nombre d'heures de fonctionnement par an	Acidité totale exprimée en H	Alcalins, exprimés en OH	Chrome total (Cr)	Nickel	Zinc	NOx en NO2	CO	COV (eq C)
LT01	zinc alcalin	38	7920	/	0,33	/	/	0,17	/	/	/
		39	7920	0,02	0,31	0,03	/	0,16	/	/	/
LT03	Zinc-nickel	71	7920	0,02	0,44	0,04	0,22	0,22	/	/	/
		72	2000	/	/	/	/	/	0,81	0,41	0,41
		73	2000	/	/	/	/	/	0,81	0,41	0,41
LT14	Zinc lamellaire	67	7920	/	/	/	/	/	5,51	2,75	2,75
		68	7920	/	0,63	/	/	/	/	/	/
		66	7920	/	/	/	/	/	16,02	8,01	8,01

<p><b>Constats :</b> L'exploitant a pu démontrer à l'inspection qu'il respecte les valeurs limite d'émission (flux et concentrations) via des analyses réalisées par des laboratoires accrédités COFFRAC.</p> <p>Par sondage sur l'année 2021, l'inspection a pu constater du respect de cette prescription :</p> <p>Rapport B21/R40116/00028 REV B du conduit n°38 LT01 du 01/09/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zn : concentration 0,12 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,0023 kg/h</li> <li>- OH<sup>-</sup> : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> </ul> <p>Rapport B21/R40116/00028 REV B du conduit n°71 LT03 du 31/08/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cr : concentration 0,08 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,00014 kg/h</li> <li>- Ni : concentration 0,001 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,000025 kg/h</li> <li>- Zn : concentration 0,012 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,00021 kg/h</li> <li>- H<sup>+</sup> : concentration 0,080 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,0014 kg/h</li> <li>- OH<sup>-</sup> : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> </ul> <p>Rapport B21/R40116/00030 REV B du conduit n°66 LT14 du 31/08/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CO : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> <li>- NOx : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> <li>- COVT : concentration 5,588 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,026 kg/h</li> <li>- COVm : concentration 1,628 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,0076 kg/h</li> <li>- COVnm : concentration 4,076 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,0191 kg/h</li> </ul> <p>Rapport B21/R40116/00031 REV B du conduit 67 LT14 du 31/08/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CO : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> <li>- NOx : concentration 0 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0 kg/h</li> <li>- COVT : concentration 16,85 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,02629 kg/h</li> <li>- COVm : concentration 1,358 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,00212 kg/h</li> <li>- COVnm : concentration 15,63 mg/Nm<sup>3</sup> et flux horaire 0,02439 kg/h</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant ne dispose pas de tableau interne de suivi et de tableau de synthèse des analyses des rejets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.2													
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de l'autosurveillance													
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet													
<b>Prescription contrôlée :</b>													
Des mesures annuelles sont effectuées par un laboratoire extérieur ; elles portent sur les flux et sur les concentrations définis au chapitre 3.2.3 du présent arrêté. Les différents points de rejets des émissions atmosphériques canalisées sont identifiés dans le plan annexé aux présent arrêté. Les modalités et périodicité de l'autosurveillance des rejets atmosphériques sont définies dans le tableau ci-dessous :													
Chaîne de TS	LT01	LT03		LT04		LT08		LT14		LT16		N° total d'émissaires contrôlés par an	
N° Conduit	38	39	71	1	2	41	78	67	68	26	28		29
Année 1	X	X	X					X	X				5
Année 2			X	X	X					X	X	X	6
Année 3			X			X	X	X(*)	X(*)				5
Année 4	X	X	X							X(*)	X(*)	X(*)	6
X analyse de tous les paramètres définis à l'article X (*) analyse des COV uniquement													
<b>Constats :</b> Par sondage sur les années 2021 et 2022, l'inspection a pu constater que l'exploitant respecte le tableau de fréquence de l'autosurveillance : - 2021 : année 1 du tableau, contrôles réalisés sur les conduits 38 (LT01), 39 (LT03), 71 (LT03), 67 (LT14) et 68 (LT14) ; - 2022 : année 2 du tableau, contrôles prévus sur les conduits 71 (LT03), 1 (LT04), 26 (LT16) et 28 (LT16)													
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite													
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet													

#### N° 5 : Effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux réalisé en 2019 suite aux travaux de modernisation de la station d'épuration des eaux usées industrielles.  L'inspection n'a pas constaté d'écart par rapport à la prescription contrôlée.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que : - les réseaux d'eaux usées sont séparés en fonction de la nature des baigns - l'injection des baigns concentrés stockés se fait au fur et à mesure pour ne pas saturer la station d'épuration - l'exploitant a également présenté à l'inspection un synoptique du réseau à jour
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les canalisations de transport de substance et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les canalisations de transport des fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'entretien des canalisations est réalisé par son service maintenance avec l'utilisation d'un logiciel de type GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) ;</li><li>- les opérations sont consignées dans un registre (historique).</li></ul> L'exploitant a transmis le 13/10/2022 à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- le registre (historique de maintenance) du 01/01/2022 au 28/10/2022</li><li>- la dernière fiche de contrôle du 01/10/2022</li></ul> L'inspection n'a pas constaté d'écart par rapport à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 5.71		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des rejets des eaux industrielles après épuration		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, à la sortie de l'ouvrage d'épuration avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :		
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration Moyenne journalière en mg/l</b>	<b>Maximal journalier en kg/j</b>
Cr <sup>III</sup>	2	0.4
Fe	5	1
Zn	3	0.6
MES	30	6
Azote global	50	10
P total	5	1
DCO	300	60
Hydrocarbures	5	1
AOX	5	1
Ni	2	0.4
Cr <sup>VI</sup>	0.1	0.02
Cu	0.5	0.1
Pb	0.1	0.02
CN <sup>-</sup> libres	0.1	0.02
Nitrites	20	4
F	15	3
<b>Constats :</b> L'exploitant a pu présenter à l'inspection : - un tableau de suivi journalier avec les résultats des analyses, servant également à renseigner GIDAF ; - la preuve du remplissage trimestriel de GIDAF		
L'inspection a constaté que l'exploitant respecte les valeurs limites de rejets des eaux industrielles après épuration (résultats mensuels de janvier à juin 2022, disponibles sur GIDAF).		
<b>Observations :</b> L'exploitant indique faire un suivi régulier de ses rejets avec l'agence de l'eau Seine Normandie (AESN).  La vidange des eaux épurées après le passage dans la station d'épuration se fait dans un bassin tampon avant rejet au milieu naturel. Le temps de séjour dans ce bassin est de 24 h afin de pouvoir réaliser les prélèvements et analyses avant rejet final dans le milieu naturel. En cas d'analyses non conformes, les eaux du bassin repartent en tête de station d'épuration pour un nouveau traitement.  Le site fonctionne avec deux bassins, à raison d'une vidange de bassin par jour dans le milieu naturel.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux industriels		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre le suivi identifié dans le cadre de la recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émissions fixées. Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètres	Autosurveillance	
	Mesure Interne	Organisme extérieur compétent
pH	Continu	Trimestrielle
Débit	Continu	/
Température	Continu	/
Zn	Journalière ou à chaque bâchée	Trimestrielle
Ni	Journalière ou à chaque bâchée	Trimestrielle
MES	Hebdomadaire	Trimestrielle
Azote global	/	Trimestrielle
DCO	Hebdomadaire	Trimestrielle
CN libres	Hebdomadaire	Trimestrielle
Cr <sup>VI</sup>	Hebdomadaire	Trimestrielle
Cr <sup>III</sup>	Hebdomadaire	Trimestrielle
Fe	Hebdomadaire	Trimestrielle
P total	/	Trimestrielle
Cu	/	Trimestrielle
Pb	/	Trimestrielle
F	/	Trimestrielle
Hydrocarbures	/	Trimestrielle
AOX	/	Trimestrielle
Nitrites	/	Trimestrielle
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il réalise les mesures internes et il a pu présenter à l'inspection un tableau de synthèse à jour.  L'exploitant utilise un préleveur réfrigéré 24 h et réalise les analyses en interne, dans son laboratoire.  L'inspection a pu constater la présence de ce préleveur et de l'installation réfrigérante.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

## N° 9 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans la nappe sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé tous les mois. Les résultats sont portés sur u registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection son tableau de suivi des compteurs de consommation d'eau de chacune de ses lignes de traitement. Par sondage, l'inspection a pu constater du respect de la limite de 220 m3/j : 1 691 m <sup>3</sup> consommés pour le mois de juillet 2022 (maximum de 98 m3/j)  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser mensuellement un contrôle sur le compteur de forage afin de s'assurer de l'absence de dérive des compteurs des lignes.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra mettre à jour son tableau de suivi qui comporte une erreur dans la valeur maximale journalière, bien que cela ne remette pas en cause ses résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 5.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de traitement adapté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales sont collectées à l'aide d'un réseau de canalisations approprié. Ces eaux transitent à minima par deux débourbeurs-déshuileurs. Ces équipements sont entretenus périodiquement par l'exploitant. Il procède notamment à leur curage et à leur nettoyage selon une fréquence définie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout justificatif relatif à ces travaux
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait installer les deux débourbeurs-déshuileurs en 2019 et procède à un contrôle visuel annuel lors du prélèvement pour les analyses des eaux pluviales. Au vu du bon état visuel actuel, il n'a pas réalisé d'entretien pour l'instant sur ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Eaux pluviales

## N° 12 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance de la nappe sur les paramètres hydrocarbures totaux, métaux (CrIII, CrVI, Ni, Zn), DCO, fluorures, sulfates, phosphore, phénols et trichloroéthylène sera réalisée par un piézomètre en amont et deux en aval.</p> <p>Les prélèvements dans les eaux souterraines seront effectués deux fois par an en période de hautes et de basses eaux.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activité sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le remplissage sur GIDAF n'est pas totalement réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il dépose les rapports semestriels en PDF sur GIDAF (analyses eaux souterraines et rivière Vesle) ;</li> <li>- il ne remplit pas le tableau directement sur GIDAF.</li> </ul> <p>Les résultats continuent de montrer une tendance à la baisse du paramètre trichloroéthylène (épisode de pollution ancien) et sont tenus à disposition de l'inspection via un dépôt des fichiers .pdf sur GIDAF.</p>
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant que remplissage exhaustif de GIDAF est préférable et permet d'avoir un meilleur suivi de la surveillance des eaux souterraines, surtout du fait d'un épisode passé de pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 10.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit avant la fin de trimestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au 10.2 du mois précédent.  [...]  - interprétation des résultats  - mesures comparatives  - modification du programme  - actions correctives mises en œuvre ou prévues</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas réaliser ce rapport.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de réaliser ce bilan et de le transmettre annuellement à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Observations :</b> Ce bilan transmis annuellement doit faire la synthèse des résultats des mesures et analyses imposées au 10.2, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les émissions atmosphériques</li> <li>- les prélèvements en eau</li> <li>- les rejets aqueux industriels</li> <li>- la consommation spécifique</li> <li>- les eaux pluviales</li> <li>- les niveaux sonores (tous les 5 ans)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 14 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de première intervention incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens suivants :  [...]  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont repérés et facilement accessibles.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier contrôle annuel de l'entreprise DESAUTREL du 26/09/2022</li> <li>- l'étude réalisée par le bureau d'études GNAT avec le contrôle des poteaux incendie, concluant sur la nécessité de mettre en place une bâche incendie avec un point d'aspiration</li> <li>- les derniers certificats Q4</li> </ul> <p>Par sondage documentaire et sur site, l'inspection n'a pas relevé d'écart sur cette prescription.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection a rappelé à l'exploitant que la commande des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux en cas d'incendie, doit être accessible à tout moment. A ce titre, les quelques matériels présents devant le dispositif seront à déplacer à un autre endroit adapté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Restriction des usages non agricoles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour les ICPE, les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :            - Pour les usages non liés au process industriel : même limitations que celles de l'article 3 (hors ICPE)            - Pour les usages directement liés au process industriel, l'exploitant établit un « plan d'actions sécheresse ». Ce dernier définit, pour chaque poste, les besoins du site en situation normale et les besoins critiques pour le fonctionnement des installations. Ce plan présente également les mesures organisationnelles et techniques graduelles mises en place pour réduire/optimiser les prélèvements et rejets en période d'alerte, d'alerte renforcée et de crise .            - Les rejets des industries peuvent faire l'objet de limitations, voire de suppression.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que :            - l'entreprise a déjà intégré la culture de la réduction d'eau dans ses process            - une note interne de sensibilisation a été diffusée auprès du personnel le 23/08/2022            - afin de limiter la consommation d'eau, la vidange des cuves de rinçage ne peut se faire qu'avec la validation du supérieur hiérarchique            - la consommation spécifique du site a déjà été réduite de 8 l/m<sup>2</sup> (AP 2014) à 4 l/m<sup>2</sup> par fonction de rinçage.</p> <p>L'exploitant a transmis le 13/10/2022 la note interne transmise à son personnel.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant indique que son process ne peut pas tenir plus de 24h sans utilisation de l'eau.            En cas de situation de crise sécheresse, l'arrêt de l'usine sera inévitable.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 16 : Plan des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées [...] un plan tenu à jour.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a pu présenter à l'inspection :            - le plan de 2004 figurant dans l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2014, qui n'est plus à jour ;            - le plan des réseaux de 2019/2020 réalisé suite aux travaux de modernisation de la station de traitement des eaux industrielles.</p> <p>Suites proposées :            L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par une lettre de suite préfectorale, de mettre à jour le plan des installations avec les réseaux et les émissaires figurant à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 20/01/2014, conformément à l'article 2.6 : « plans tenus à jour ».</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>